

**LE CHOIX DE LA DÉFAITE**



**Annie Lacroix-Riz**

**LE CHOIX DE LA DÉFAITE**

**Les élites françaises  
dans les années 1930**

**DUNOD  
POCHE**

Mise en pages : Nord Compo

**NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :**



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2006, 2010 pour les précédentes éditions

© Dunod, 2024 pour l'édition de poche

11 rue Paul-Bert, 92240 Malakoff

[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN 978-2-10-086686-1

## EXERGUE

*« Le jour viendra [...] et peut-être bientôt où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés. Les responsabilités des militaires français ne peuvent se séparer sur ce point de celles des politiciens comme Laval, des journalistes comme Brinon, des hommes d'affaires comme ceux du Creusot, des hommes de main comme les agitateurs du 6 février, mais si elles ne sont pas les seules elles n'en apparaissent que comme plus dangereuses et plus coupables pour s'être laissé entraîner dans ce vaste ensemble. »*

Marc Bloch, avril 1944<sup>1</sup>



## Prologue

### STRATÉGIE DES ÉLITES ET ARCHIVES

COMMENT COMPRENDRE L'ENGAGEMENT des banquiers et industriels français dans la « collaboration économique » avec leurs homologues allemands entre la Défaite et la Libération de Paris sans s'interroger sur la phase précédente ? Pourquoi les élites économiques reçurent-elles dès la défaite, voire avant, des postes ministériels jusqu'alors rarement confiés à cette classe sociale ou à ses délégués économiques (directeurs généraux, fondés de pouvoir, etc.) ? Éprouvèrent-elles une « divine surprise » en se regroupant à Vichy, devenu leur club dès juillet 1940<sup>1</sup>, après une catastrophe dont les politiques et les militaires assumaient seuls la responsabilité ? S'y fixèrent-elles rendez-vous après le triomphe d'une stratégie de conquête d'un pouvoir illimité ou par les hasards d'une défaite ignominieuse ? Comment un pays qui avait « tenu » plus de quatre ans dans la Grande Guerre put-il s'effondrer en quelques jours ?

Nombre de contemporains, réfléchissant sur l'abîme entre leur appauvrissement et l'enrichissement des « gros » collaborationnistes, furent convaincus que les ministres de l'Occupation, pourvus de « la confiance de la grande industrie », étaient des « homme[s] des trusts » et des « représentant[s] des 200 familles » (les 200 plus gros actionnaires de la Banque de France)<sup>2</sup>. Un scandale public (aussitôt étouffé) sur un « complot de la synarchie » leur apprit à l'été 1941 que ces envahisseurs de l'État avaient préparé leur coup et que la « divine surprise » n'était pas tombée du ciel. Les querelles entre complices du Reich concurrents, à Paris et à Vichy, routine de ce régime, aboutirent en effet, après des remous perceptibles depuis le printemps, à l'article retentissant de Jean Mamy dit Paul Riche<sup>3</sup>, le 21 août 1941, dans *L'Appel*, hebdomadaire de la « Ligue française » du

nazi français Pierre Constantini, dit Costantini<sup>4</sup> : « Complot contre l'État ? Une association mystérieuse de polytechniciens, d'inspecteurs des finances et de financiers s'est constituée depuis dix ans en France pour prendre le pouvoir. »<sup>5</sup>

La crédibilité de cette énormité que le régime verrouilla aussitôt fut renforcée par les bruits qui filtrèrent sur l'affaire avant et après la Libération. Marc Bloch, dans un article de revue clandestine paru en avril 1944 (entre sa torture, le 8 mars et son assassinat, le 16 juin, par la Gestapo de Lyon), accusa et prévit : « Le jour viendra [...] et peut-être bientôt où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés. Les responsabilités des militaires français ne peuvent se séparer sur ce point de celles des politiciens comme Laval, des journalistes comme Brinon, des hommes d'affaires comme ceux du Creusot, des hommes de main comme les agitateurs du 6 février, mais si elles ne sont pas les seules elles n'en apparaissent que comme plus dangereuses et plus coupables pour s'être laissé entraîner dans ce vaste ensemble. »

« L'instruction du procès de la vaste entreprise de trahison »<sup>6</sup> que Bloch imaginait à portée de main a tardé, mais les derniers mois qui conduisirent la France à une défaite ignominieuse n'ont jamais cessé depuis mai-juin 1940 de mobiliser témoins et historiens, français et étrangers. Tentant d'expliquer comment ce pays s'effondra, « défaite » vraiment « étrange », les uns et les autres ont invoqué tous les motifs possibles. Je citerai au fil des chapitres les auteurs qui ont invoqué l'incapacité du système politique français, l'incurie de l'État-major, la sottise, la naïveté, les carences des services de renseignements, le suivisme derrière une politique extérieure molle des entreprises exportatrices de capitaux en Europe centrale, dépourvues d'initiative propre – le même suivisme, mais derrière une politique d'affrontement tous azimuts, que Peter Hayes prête au groupe chimique allemand IG Farben « du genre patriote qui suit le drapeau » –, l'affaiblissement



d'une vieille nation fatiguée, en « décadence » ou non (le terme suscite d'intenses débats), son sursaut depuis septembre 1939 (œuvre de tel *deus ex machina*) intervenu trop tard, malgré l'espoir d'un miracle, etc.<sup>7</sup>

La liste esquivait l'ordre du jour de 1944 de Marc Bloch, bien que maint observateur ait frôlé, voire atteint l'hypothèse que les plans *intérieurs* d'une poignée de Français et leur capacité à les imposer à leurs concitoyens désorientés expliquaient la catastrophe *militaire* qui priva la France du statut de grande puissance. L'accès aux sources, accru depuis 1999 par la levée de la limite des « soixante ans », interdit de borner l'enquête aux mois précédant la défaite. Établir le rôle des décideurs, « militaires », « politiciens », « journalistes », « hommes d'affaires », « hommes de main » en mai-juin 1940 suppose la connaissance de leur stratégie dans la décennie de crise antérieure. Le patriote Bloch jugea, lui qui avait côtoyé les « militaires français » pendant la Drôle de guerre, leurs « responsabilités [...] plus dangereuses et plus coupables ». Cet ouvrage, puisé à d'abondantes archives – publiées, étrangères ; originales, françaises : financières, diplomatiques, militaires, policières –, met au sommet de la hiérarchie les « hommes d'affaires ».

#### LA TOUTE-PUISSANCE POLITIQUE DU GRAND PATRONAT

Les fonds consultés – notamment F7 et F1 a (Archives nationales) et Renseignements généraux de la Préfecture de police, BA et GA, libérés en 1999 par le délai légal ou accessibles par dérogation – décrivent un grand capital régissant le politique, tel ce rapport de guerre sur le « rôle du patronat dans la genèse et la conduite de la guerre actuelle » et son « plan d'action [...] pour la France » depuis 1920.

« Les Français n'ont pas été battus : ils ont été trahis [...] par le haut patronat, par peur du socialisme et notamment de sa forme ultime : le communisme. Toute la politique mondiale, depuis 1917, s'explique par la lutte entre le grand capitalisme international et le socialisme. Le haut patronat international

a sa capitale, tantôt dans un pays, tantôt dans un autre. Naguère, c'était Londres, c'est aujourd'hui New York. Les États sont, pour lui, de simples instruments de gestion. Il est au-dessus de nos "Patries". Sa patrie à lui, ce sont les matières premières : l'or, le fer, cuivre, le charbon, le pétrole, etc. Il est contre Moscou, parce que Moscou lui a fermé l'accès des matières premières de l'Union soviétique et gère celles-ci sans patrons, avec de simples fonctionnaires. Pour cette raison, le haut patronat mondial veut abattre le communisme russe par la guerre, il lui fallait l'armée allemande pour battre l'armée russe. Il lui fallait la défaite de la France pour que l'armée allemande ait les mains libres en Russie. Il a organisé la défaite truquée de la France. [...]

Rois, parlements, presse, armée, église [...sont] depuis un demi-siècle complètement passés sous le contrôle du haut patronat. On parle souvent de la responsabilité des partis politiques, de la maçonnerie et des syndicats, mais les hommes politiques, les ministres, les vénérables des loges et les secrétaires de syndicats, cela ne pèse pas lourd devant le Comité des Forges et le Comité des houillères, qui sont les organismes qui commandent tous les autres. La moitié des hommes publics importants sont achetés par eux. » À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont été créées de « grandes coalitions patronales, ou trusts, [...] pour empêcher l'avilissement des prix et pour limiter les revendications ouvrières. Cela les a conduits à organiser, dans chaque catégorie, un contrôle presque total de la production. » Ces groupements ont organisé « le débauchage des grands fonctionnaires [, qui] ont su que, s'ils fermaient les yeux sur l'action des grands patrons, ils pourraient obtenir des situations de premier ordre. Un fonctionnaire qui gagnait 50 000 frs au service de l'État était engagé par eux, avec un traitement de 500 000 frs et bien au-delà, c'est ainsi qu'ils ont "possédé" l'Administration française et pris à l'État ses meilleurs fonctionnaires. [...] Ils ont pris 70 % des sénateurs en leur faisant donner des places dans les conseils d'administration. Des députés sont devenus avocats-conseils des grandes

compagnies. Mais les jeunes normaliens, les jeunes professeurs des facultés de droit devenaient socialistes. Le Comité des Forges organisa le recrutement des meilleurs élèves des grandes écoles, et il les casa, à leur sortie de l'école, à la tête de syndicats avec de gros appointements.

La presse pouvait gêner le haut patronat, il en organisa systématiquement la corruption. Contrôlant les agences de publicité et les messageries de journaux, il contraignit les journaux à un déficit permanent, et leurs agents spéciaux, que l'on nomme distributeurs de publicité, mais qui sont, en fait, des organisateurs de silence, apportèrent aux journaux des subventions qui comblaient leur déficit et les mettaient à leur merci. En trente ans, le haut patronat français a ainsi acquis le contrôle de toute la presse, de l'Action française au Populaire.

Le haut patronat comprend ce que l'on appelle les "Deux Cents Familles". Mais il va bien au-delà. Ses états-majors de premier rang représentent cinq mille administrateurs et techniciens, parmi lesquels se recrutent les grand commis qui deviennent parfois les chefs de ces organisations. De cet ensemble directeur dépend ce qu'on appelle "Le Monde" qui vit des dividendes distribués par les trusts. C'est avec "Le Monde" que le haut patronat gouverne les lettres, les arts, l'armée, une partie du monde ecclésiastique, les salons tenus par les grandes dames "du Monde" dont les Académiciens, les Évêques et les généraux.

La police est à la disposition du haut patronat. Aucune grande mesure de police n'est prise sans concert entre le Préfet de police et les grands Chefs des trusts. Ceux-ci ont, en outre, des hommes à eux parmi les grands fonctionnaires de la police. Ils ont, enfin, leur propre police ; tous les syndicats patronaux leur fournissent automatiquement tous renseignements politiques, économiques et sociaux.

L'État d'aujourd'hui n'est rien devant les trusts. Ni l'État de Lebrun, de Daladier, de Paul Reynaud, ni l'État de Pétain ni de Laval ni ceux de Mussolini, d'Hitler ou de Roosevelt. Derrière tous les Rois, chefs d'État et ministres, il y a le haut

patronat, dont le public ne connaît pas les chefs, qui n'aiment pas à se faire connaître ». Trônent en son sein les Comités des Forges et des houillères « de beaucoup les plus riches, et qui, sous le contrôle des grandes familles, dont la plus puissante est celle de Wendel, sont dirigés par deux grands commis de haute valeur, Lambert-Ribot pour le Comité des Forges et de Peyerimhoff pour les Houillères. Servant les trusts, deux grandes banques d'affaires, la Banque de Paris et des Pays-Bas, présidée par Moreau (ancien gouverneur de la Banque de France) et l'Union parisienne (où régnait Schneider du Creusot). Toutes les banques catholiques, juives, protestantes, sont associées aux trusts. Les [...] plus actives dans la politique des trusts ont été la Banque de l'Indochine, avec Baudouin (ancien ministre des Affaires étrangères) et la Banque Worms, dirigée par Hyppolite Worms, [...] la grande organisatrice des gouvernements de Vichy »<sup>8</sup>.

### Patronat et État

Les archives montrent quel pouvoir détenaient des gens « n'aim[a]nt pas à se faire connaître » sur l'État constitué d'hommes notoires. Il suffit de lire le conseil général « officiel » de la Banque de France (l'officieux, signalé pour 1926 par l'aimable conservateur de ses archives, est plus explicite) pour admettre que l'État français n'était pas celui « de Lebrun, de Daladier, de Paul Reynaud ». Les deux ministres potentiels principaux, après chute parlementaire de leurs prédécesseurs ou élections législatives, venaient faire allégeance au « gouvernement de la banque » : quelle que fût la majorité issue d'un scrutin – sise à la gauche, modérée en 1928 et 1932, plus avancée en 1936, de l'hémicycle –, un gouvernement ne fut *jamais* formé sans que le président du Conseil et le ministre des Finances se fussent présentés devant lui. Les discussions associaient le président de la République, théorique initiateur du cabinet, Albert Lebrun, pour presque toute la période ici traitée : « l'homme du Comité des Forges »<sup>9</sup> avait été fait par celui-ci sénateur de Meurthe-et-Moselle puis, en juin 1931,

président de la République avec le patronage de « MM. Tardieu et Poincaré » et le vote « des modérés et de la droite »<sup>10</sup>.

« Le gouvernement de la banque » intronisait les arrivants après s'être assuré qu'ils se plieraient à ses exigences d'« assainissement financier » : c'était la condition *sine qua non* des « avances au Trésor » que consentirait au nouveau cabinet l'organe dirigeant de cette banque privée – norme érigée par son fondateur Bonaparte en régulateur de l'État. S'il était alarmé par les incertitudes qu'une pression populaire faisait peser sur les institutions et les décisions gouvernementales, il animait la croisade contre l'intrus. Il avait écrasé, définitivement au bout de deux ans (avril 1924-juillet 1926), de fait en quelques semaines ou en quelques mois, le Cartel des Gauches qui, porteur de projets fiscaux progressifs, n'en appliqua aucun<sup>11</sup>. Cette incursion avait cependant conduit « les chefs » réels de la France à forger des plans, dits de « réforme de l'État », interdisant jusqu'à l'éventualité d'une nouvelle alerte. La rude leçon déflationniste de Poincaré conserva son efficacité au début de la crise, qui paralysa les salariés, mais fut menacée par sa prolongation. Tout laissa prévoir, depuis 1933-1934, d'imminentes contestations du rapport entre salaires et profits, accentuant l'urgence de « réformer » un État trop sensible aux aspirations de « ceux d'en bas ». Les délais impartis à la « réforme » se raccourcirent donc avant que cette prévision ne fût confirmée par les élections du printemps 1936. Leurs lendemains, balayant avec les grèves ouvrières les bonnes intentions affirmées par Léon Blum et son ministre des Finances Vincent Auriol, aiguïsèrent la fébrilité « réformatrice ». Cet aspect de la politique intérieure de l'institut d'émission, qui sert aussi de fondement à la politique extérieure française, occupera une grande partie de ce livre.

De ces maîtres de la France je bornerai la présentation à un échantillon, où figurait depuis le début du siècle François de Wendel, « une des personnalités les plus en vue du monde de l'industrie et de la finance [...] l'un des Régents de la Banque de France [...] véritable chef de la [...] dynastie des de Wendel

de Lorraine, qui possède à Joeuf, Homécourt, Auboué, Errouville, etc., et dans le bassin de Briey des hauts-fourneaux et aciéries et qui rayonne également en Allemagne dans le bassin de la Sarre ». « Membre du conseil d'administration de sociétés importantes parmi lesquelles [...] la Société des Mines d'Errouville, la Société Métallurgique de Knutange, créée en 1919, au capital de 75 millions, qui comprend les mines et établissements situés en territoire reconquis ; la Société électrique des Houillères de Pas-de-Calais ; Les Mines de Ourzais ; les Établissements Carnaud et Forges de la Basse-Indre, Les Maisons ouvrières de Forges de Basse-Indre ; Le Comité des Forges et Minerais de fer de l'Est de la France ; les Étains et Wolfram du Tonkin ; les Mines de houille de la Clarence ; les Mines de Crespin (Nord) ; les Charbonnages de Monseilles-Montrelais ; l'Électrométallurgique de Saint-Béron ; la Société immobilière de l'avenue de Tokyo ; la Société de l'industrie minérale et la société anonyme du *Journal des Débats*. Il est en outre gérant des Mines de fer de Joeuf et Mence (Société de Wendel et C<sup>ie</sup>) et de la Société des Petits-Fils de François de Wendel et C<sup>ie</sup>, devenue Houillères de Petite Rosselle. » « Président du Comité des Forges de France, 7, rue de Madrid, [et] vice-président de la Confédération générale de la Production française » (CGPF) – autres héros de ce livre –, François de Wendel avait été élu député de Moselle depuis « le 26 avril 1914 » et jusqu'en 1932 (inclus), puis sénateur (Union républicaine) début 1933<sup>12</sup>.

Si l'on excepte la Banque de France, déléguée de la Haute Banque, la Banque Worms, tenant « sous sa coupe étroite et directe plus de la moitié de l'industrie » française, battit peut-être le record de la puissance exercée sur l'État et ses décideurs par une entreprise privée. Son pouvoir, décrit en juin 1941 « par des spécialistes des questions financières », rappelle celui de la Société générale de Belgique, qui contrôlait alors 60 % de l'économie belge<sup>13</sup>. « Sorti[e] triomphante de la Révolution ou de l'évolution qui a[vait] vu s'écrouler la III<sup>e</sup> République et naître le gouvernement du Maréchal »,

reine des années de crise, elle avait « grandi sous les ministères de Léon Blum, [Édouard] Daladier et Paul Reynaud ». Pour éviter toute ambiguïté sur la présumée « banque juive », précisons que la Banque Worms n'était « pas foncièrement juive », malgré des « fondateurs [...] israélites ou d'origine israélite ». Ce document de 1941, rédigé « à la demande des représentants de banques ou entreprises rivales », le reconnaissait.

Il arguait, dans le code anglophobe de l'époque, que « la Banque Worms », symbole de « l'emprise totale de l'influence anglaise sur la politique et l'administration françaises », incarnait « la politique qui devait aboutir à la situation d'août 1939 » : ses liens maçonniques et anglo-saxons avaient secondé ses affaires internationales dans les « dix années de politique d'alliance anglo-française » et la « majorité » des « collaborateurs » de Worms était « protestante »<sup>14</sup>. C'était omettre l'aspect de fief catholique de ce géant des transports internationaux (Nouvelle Compagnie Havraise péninsulaire, Société française de Transports pétroliers, Chargeurs Réunis, présidés par un « politique », champion du rapprochement franco-allemand et franco-italien, Henry Bérenger, Air-France, etc.), des chantiers navals, des charbons (dont la Compagnie allemande Klöckner), de l'énergie (dont la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage), des métaux (dont Ugine), du verre (Saint-Gobain), des sociétés coloniales, minières en tête, de l'assurance et des sociétés immobilières. Les deux leaders de la Banque Worms relevaient de la mouvance catholique : a) son directeur général, « le grand animateur de l'affaire », Jacques Barnaud, « catholique pratiquant », selon « l'inspecteur spécial » de la PJ Vilatte, chargé à la Libération de l'enquête « sur la synarchie ». Reçu au concours de l'inspection des Finances en juin 1920, directeur de cabinet de Painlevé, Loucheur et Doumer, puis directeur adjoint au Mouvement général des fonds, Barnaud avait démissionné de l'administration des Finances en 1927 pour rejoindre la banque.

En ayant acquis le 31 décembre 1929 « une partie de la commandite pour devenir dès le lendemain associé en nom

collectif et co-gérant », Barnaud régna depuis lors sur la France financière, administrative et étatique, tant avant qu'après juin 1940 ; b) son fondé de pouvoir Gabriel Le Roy Ladurie, « ancien collaborateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, puis de la banque franco-polonaise [...] entré à la Banque Worms en 1929, à peu près en même temps que M. Jacques Barnaud ». La représentant « dans diverses entreprises [, il y] jou[ait...] un rôle qu'on pourrait comparer à celui d'un secrétaire général politique ». Sans oublier « un autre fondé de pouvoirs, beaucoup moins actif, mais [important] en raison de la qualité de ses relations mondaines, Monsieur [Jean] de Leusse, qui serait allié aux de Wendel » – autre militant de la droite catholique<sup>15</sup>. « Principal animateur de la société Worms et C<sup>ie</sup>, [Jacques Barnaud] représent[ait] personnellement [ses] intérêts [...] dans les affaires suivantes » : Nouvelle Compagnie Havraise péninsulaire de navigation, Compagnie centrale des Prêts fonciers d'Amsterdam, Crédit colonial, avec Baudouin et Baumgartner, Air-France, avec Baudouin et R. Mayer, Tirard & Renault & Bréguet, Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, Compagnie indochinoise d'exploitations minières et agricoles, Compagnie minière coloniale, Estrellas Mining (Canada), Société française de Transports pétroliers, avec Saint-Gobain, Desmarais et Louis-Dreyfus. »<sup>16</sup> La Banque Worms était liée à la Banque (catholique) Lehideux, dont les délégués avaient dirigé, avant les ministères de la France occupée, nombre d'entreprises de cette nébuleuse<sup>17</sup>. Cette alliance, à laquelle s'étaient joints la catholique Banque d'Indochine et son président Paul Baudouin, donna à la « synarchie » son pivot bancaire.

« En dépit de son faible capital, mais forte de ses relations politiques et mondaines en même temps que de ses appuis internationaux, la Banque Worms et C<sup>ie</sup> n'hésite pas à rivaliser avec les plus grosses et les plus anciennes banques d'affaires françaises. Au vrai, elle les supplante à peu près partout et elle a tôt fait de s'introduire dans les principales branches de l'industrie française. Cette activité est fructueuse car, le



11 janvier 1940, en pleine guerre, la Banque Worms et C<sup>ie</sup> porte son capital de 4 à 40 millions de francs par la simple incorporation à ce capital d'une somme de 36 millions prélevée sur les réserves. En 10 ans, non seulement la Banque Worms et C<sup>ie</sup> a, ainsi, décuplé son capital, mais elle s'est aussi créé des amitiés dans tous les milieux en même temps qu'elle se réservait des intérêts et des participations dans tous les groupements. Elle reçoit du gouvernement français des missions que n'obtiennent jamais les plus grandes banques françaises, telles [...] la constitution de la Société française de Transports Pétroliers et l'acquisition en quelques mois pour le compte de cette société des tanksteamers qui constituèrent la flotte pétrolière française. Un pareil traitement est refusé, dans le même temps, à de grandes banques d'affaires dont le capital atteint un bien autre chiffre.

Cette constatation donne la mesure de la curieuse puissance acquise par la Banque Worms au cours de ces dix années. [...] I]l saute aux yeux que son influence n'est aucunement en rapport avec ses moyens financiers. Il faut chercher d'autres motifs comme il faut trouver ailleurs les raisons d'une réussite à ce point constante [...] ;] il faut l'attribuer surtout à la réunion méthodique d'exceptionnelles possibilités d'action sur la vie économique du pays aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de la politique étrangère. À l'intérieur, la banque maintient des contacts étroits avec le personnel politique détenteur du pouvoir. M. Jacques Barnaud cultive avec soin les relations de camaraderie avec de hauts fonctionnaires de sa génération (M. Baudouin, M. Baumgartner). À l'extérieur, la banque, sans chercher le plus souvent à contrôler financièrement les entreprises, y prend des participations qui lui permettent d'avoir des représentants ou des observateurs dans toutes les grandes affaires internationales où la France a une place ou des intérêts. »<sup>18</sup> La correspondance environnante dissuade d'imputer le constat de la toute-puissance de la banque Worms à la seule bassesse (indéniable) de ses rivales de 1941.

## Un patronat maître de la presse et de la vie politique

Le mode de fonctionnement de la presse et de la vie politique révèle un poids égal des maîtres de l'économie sur « l'opinion publique » et la non-autonomie des subventionnés.

### « L'abominable vénalité de la presse française »

La presse française était notoire (sans être unique<sup>19</sup>) pour son « abominable vénalité » – titre de la rubrique « mémoires de Raffalovitch » de Boris Souvarine qui publia dans *L'Humanité* depuis décembre 1923 les « documents [authentiques] fournis par le gouvernement des Soviets » sur ce truchement du tsar dans la corruption d'avant 1914<sup>20</sup>. « Il aurait fallu, *déclara Daladier à son audition par la commission d'enquête sur le 6 février 1934*, que je m'occupe des attaches de tous les journaux, car il n'y a pas que *La Volonté* [qui avait appelé à l'émeute] qui soit subventionnée par des hommes d'affaires, il y a les quatre cinquièmes des journaux existants. [...L]es journaux qui vivent comme vivent de grands journaux étrangers, eux, uniquement de leurs travaux, c'est-à-dire de leurs lecteurs, abonnements, publicité strictement commerciale, sont extrêmement réduits en France et [...] s'il fallait faire une enquête sur la façon dont vivent tous les journaux, ce serait intéressant à faire. J'affirme [...] que, surtout à Paris, il y a une très grande proportion de journaux qui vivent des affaires. »<sup>21</sup> La France n'avait rien à envier à l'association « trust Hugenberg »-Krupp, qui en 1930 tenait « 1 600 journaux allemands [...] en partie matériellement » (1 000 quasi totalement) – plus de la moitié – et les avait mis « dans l'ordre des idées complètement sous la dépendance du patriotisme braillard et de la contre-révolution monarchiste »<sup>22</sup>. Ses magnats forgeaient aussi les « idées » auxquelles devait adhérer la population pour garantir leur survie et leur prospérité.

Les archives classées de la Banque de France sont discrètes sur sa capacité à « entreprendre une campagne [...] pour éclairer l'opinion » (Gabriel Cordier, au conseil général extraordinaire

du 2 août 1926<sup>23</sup>). Mais une décision avouable de mars 1930 – l’octroi d’« une subvention exceptionnelle de 100 000 francs [...] aux efforts patriotiques de l’abbé Riedinger [...] en faveur de la propagande nationale en Alsace »<sup>24</sup> – suggère l’importance de ses financements politiques. La presse lui mangeait dans la main : une « information » contre des rumeurs de dévaluation, en février 1934, avait « reçu la plus grande diffusion et des articles mettant les choses au point paraîtr[ai]ent prochainement, sous diverses signatures, dans la presse française »<sup>25</sup>.

Entre autres, les chroniqueurs financiers du *Temps* reflétaient ses vœux, avant et après la « réforme » de ses statuts (1936). Frédéric Jenny avait rédigé un article de janvier 1937 (peu avant l’annonce par Blum de la « Pause ») « en contact suivi avec la Banque de France » ; son « avis » sur l’urgence d’une nouvelle dévaluation « devrait [donc] être considéré moins comme l’exposé d’un point de vue personnel [que...] comme reflétant l’opinion des cercles directeurs de notre premier établissement de crédit »<sup>26</sup>. Émile Moreau, gouverneur jusqu’en octobre 1930, avoua dans ses *Souvenirs* de 1926-1928 « influence[r] » les journalistes de la grande presse par de fréquents contacts – avec Marcel Hutin (*L’Écho de Paris*), Marcel Pays (*L’Excelsior*), Maroni, « rédacteur financier au *Journal des Débats* », « Julia et Jenny », du *Temps*, « Abel Henry du *Petit Journal*, qui assurait la liaison avec l’Agence Havas », Mignon, « agent du Comité des Forges ». Si Moreau ne parle pas d’argent<sup>27</sup>, les RG sont intarissables sur celui dudit Comité, relativisant la nouveauté de l’hégémonie contemporaine des marchands de canons, d’avions et, à l’heure de la spectaculaire désindustrialisation française, d’articles de luxe sur la presse<sup>28</sup>.

Ce Comité partageait avec d’autres représentants de l’industrie, la Banque de France et la Haute Banque la maîtrise d’un secteur à la tête duquel il plaça deux des brillants intellectuels mentionnés plus haut. Il embaucha au début des années 1920 André François-Poncet, ancien normalien germaniste, et Poincaré nomma ce « chef du service des renseignements du Comité des Forges » et « directeur de [s]a Presse économique

[...] chef des services de Presse de la Ruhr » pendant l'occupation française de 1923<sup>29</sup>. Après d'Émile Mireaux, second des « deux agrégés qui [avaie]nt quitté l'Université pour entrer au service du Comité des Forges », François-Poncet dirigeait deux de ses nombreux instruments idéologiques : « Le formidable *Bulletin quotidien* de la Société d'Études et d'Informations économiques, 282, boulevard Saint-Germain » (un des innombrables organismes politiques patronaux à nom « technique » anodin) et « le journal politique quotidien *L'Avenir* [...] organe officiel de la "Ligue Millerand" », qui animait la croisade contre le péril « bolchevique ». Chargés de « la distribution d'argent aux journaux et journalistes » dépendant du Comité, *Le Temps* en tête, tous deux furent aussi chargés de la défense parlementaire de la sidérurgie, donc élus députés<sup>30</sup>.

François-Poncet ayant reçu de ses mandants le poste plus prestigieux d'ambassadeur à Berlin en septembre 1931 (après avoir été pressenti au printemps pour les Affaires étrangères<sup>31</sup>), « c'est le Baron Xavier Reille, qui, sur les indications de M. de Wendel, [fut] préposé à "l'arrosage" ». Le Comité « subventionn[ait] ou commandit[ait] les journaux suivants : *Le Temps*, *L'Information*, *Le Jour*, *La Liberté*, *Le Capital*, *Le Journal des Débats*, *L'Agence économique et financière* »<sup>32</sup>. Il contrôlait en partie *L'Intransigeant* – et son directeur Léon Bailby – que lui disputa le groupe Louis-Dreyfus : celui-ci prêta en juin 1931 à Bailby 40 millions « remboursables en 10 annuités » en échange d'« un important paquet d'actions » et de l'engagement de faire appel à lui en cas de mise en vente du journal. Il en fut question dès l'automne 1931, contre « rente viagère de 6 millions à M. Léon Bailby », mais « l'opération », réalisée « en plein accord avec le consortium » Havas, ne fut bouclée qu'en décembre 1932. Elle entraîna « le départ de M. Léon Bailby de *L'Intransigeant* », dont le Comité des Forges s'« ému[t] », craignant « que cet organe échapp[ât] maintenant à son influence »<sup>33</sup>.

La sidérurgie conserva les services de Bailby en acquérant l'organe ultra-droitier *La Liberté* de Camille Aymard, autre

phare de la corruption journalistique. Aymard abandonnerait pour 10 millions d'actions « à un groupe agissant pour l'Agence Havas », intermédiaire d'une « combinaison dont le bénéficiaire serait en réalité M. Léon Bailby appuyé par le Comité des Forges ». Celui-ci verserait 5 millions sur les 10 à Camille Aymard, qui exigea en outre « qu'on lui garant[ît] par contrat le contrôle absolu des services de publicité ». Aymard « trait[a simultanément] une affaire importante avec M. [Ferdinand] Béghin, propriétaire de *Paris-Midi* et de *Paris-Soir* », s'engageant à « entreprendre dans *La Liberté* une campagne pour la protection des producteurs de sucre français » en échange d'« une subvention mensuelle de 30 000 francs jusqu'à concurrence de 500 000 francs »<sup>34</sup>. Les chapitres suivants éclaireront les activités de l'Agence Havas, qui contrôlait en 1927 « la publicité de la quasi-totalité de la presse française », via une foule de « sociétés de publicité » : « Véritables filiales, indépendantes les unes des autres, mais toutes dans sa main, elles avaient été lancées et appuyées par la Société générale d'annonces, fondée par M. Léon Rénier (président du conseil d'administration de l'Agence Havas), anonyme au capital de 20 millions, absorbée en 1920 par l'Agence Havas, avec laquelle elle avait toujours eu des liens très étroits et qui marchait de pair avec elle. »<sup>35</sup>

L'industriel Louis Loucheur, ministre et député du Nord, était en 1927 « propriétaire de trois journaux, *Le Petit Journal*, *Le Progrès du Nord* (dont son ancien chef de cabinet, M. Borel, [était] l'administrateur), et *La France du Centre* »<sup>36</sup>. Toute la carrière politique, stoppée par une mort précoce (en 1931), de ce « puissant et sincère ami de M. Briand », détenteur de nombreuses « affaires d'électricité (Loire et Centre, etc.) » et d'une « immense fortune » fondée sur « la multiplicité, la diversité des affaires », fut jalonnée par les élections dans le Nord et ailleurs, et l'achat à cet effet d'« une presse de province » efficace<sup>37</sup>. Loucheur vendit la majorité des actions de *Paris-Midi* fin 1924 « à quelques industriels du Nord », Jean Prouvost, qui en devint président, Jacques Prouvost et Paul et Auguste Dewavrin (administrateurs)<sup>38</sup>. Ainsi fut lancée la carrière politique du premier,

un des chefs du groupe papetier et sucrier Prouvost-Béghin et futur secrétaire à l'information de Reynaud puis Pétain. *Paris-Soir* fut racheté à Eugène Merle et son capital « souscrit, à peu près en totalité par lui-même et la famille Béghin ». « Un jeune homme [...] alors secrétaire général du Théâtre des Folies Dramatiques, [...] Pierre Lazareff », fit beaucoup pour sa diffusion, « tant à Paris qu'en province », à plus d'un million exemplaires au début des années 1930 et « plus du million et demi en 1939 ». Le groupe créa de puissantes sociétés d'exploitation, telle, en 1936, « la Société anonyme parisienne de publications et d'éditions modernes »<sup>39</sup>.

La presse de gauche, supposée influencer les électeurs populaires, n'échappait pas, vu la précarité de ses finances, à la tutelle du « Mur d'argent ». Les RG soupçonnaient Blum, directeur du *Populaire*, d'avoir, sous menace « de donner sa démission du parti [...] impos[é] Ludovic-Oscar] Frossard comme rédacteur en chef » en raison de son soutien par de riches « commanditaires ». Ainsi « le déficit [fut-il] régulièrement comblé par Léon Blum qui vers[ait] directement les sommes nécessaires ». Les « précautions [...] employées de part et d'autre et [...] la discrétion [...] des intéressés [...] dans ces sortes d'opérations » dissimulèrent la chose. La preuve de l'insertion de Frossard dans « une combinaison financière » apparut pourtant en janvier 1928 dans « la reconstitution de la société anonyme du journal *Le Soir* » : du capital de 700 000 frs détenu par neuf personnes (dont « Édouard Chauv, banquier », pour 5 000), les 130 000 de Frossard provenaient du « groupe d'industriels martiniquais » qui lui avaient en 1926 ménagé aussi la direction de ce journal<sup>40</sup>. Les RG donnèrent raison fin janvier 1927 à *L'Humanité* du 16 décembre 1926 qui avait imputé à « la mainmise du Redressement français sur *L'Ère Nouvelle* » l'anticommunisme grandissant du journal : mettant fin à ses « difficultés financières assez sérieuses [...] un changement de commandite » réalisé « sous le couvert de M. le sénateur [Louis] Pasquet » avait entraîné « une modification à son objectif politique ». Le Redressement français [RF] acquit dans l'année

*Le Rappel* et *La Lanterne*, achat que révéla l'identité de leurs collaborateurs : José Germain, « un des principaux propagandistes » du RF, Pierre Dominique, prévu comme directeur d'un de ses quotidiens politiques, et Jean Goldski, fondateur du Club Camille Desmoulins et membre de l'organisation, et par le soutien apporté par le quotidien *Le Rappel* à son congrès (d'avril)<sup>41</sup>.

Ancien ministre de l'Agriculture, Jean Hennessy, « grand fabricant de cognacs, connu pour son attitude anticommuniste »<sup>42</sup>, avait à la fin des années 1920, selon *L'Ami du Peuple* de François Coty, « trusté les journaux parisiens de gauche [...], contrôl[ant] *Le Quotidien*, *L'Ère Nouvelle*, *L'Œuvre*, et jusqu'à *La Volonté*, si dévouée à Joseph Caillaux »<sup>43</sup>. Sous le Front populaire, le journal radical *L'Homme libre*, qui avait connu depuis la mort d'Eugène Lautier (en février 1935<sup>44</sup>), des « difficultés de plus en plus grandes », pâtit de « la suppression des subventions » qu'Auguste Bernier « recevait alors des Affaires étrangères ». Ludovic-Oscar Frossard, auquel les fonds patronaux avaient depuis le début des années 1930 permis de passer du *Populaire* et de la SFIO au parti radical (« son ami [Édouard] Herriot [...] rêv[ait en 1932] de le voir compter parmi les grosses têtes radicales »), reçut en septembre 1936 une nouvelle promotion via la clique Laval : il fut nommé rédacteur en chef de *L'Homme Libre* et Laval promit à Auguste Bernier « de mettre à sa disposition les capitaux » nécessaires. Mais « les sommes [...] versées de cette source se sont révélées insuffisantes et peu après, M. Bernier reçut, sous forme de contrats de publicité, des subventions du groupe Duchemin [Kuhlmann], du groupe Petsche (électricité [et chef du Redressement français]) et de la Banque de Paris et des Pays-Bas ». Début janvier 1937, il manquait d'argent « une fois de plus » et les deux journalistes, en quête de « capitaux », entrèrent « en pourparlers » de rachat « avec un groupement politico-financier » non identifié<sup>45</sup>.

Ce qui précède suggère à quel degré de corruption s'élevèrent les vedettes de la grande presse, tel Pierre Laval, digne héritier de Millerand par la corruption et par l'objectif, « soulever en

France un formidable mouvement de fascisme, qui balayerait toute la gauche »<sup>46</sup>. L'enrichissement de cet « homme à l'intelligence féline »<sup>47</sup> fut à l'origine le fruit exclusif de la corruption. Il y gagna la réputation d'être « un des hommes les plus tarés de la III<sup>e</sup> République [...] un homme sans honneur, capable de tout »<sup>48</sup>. « Il aurait » après-guerre « touché une somme de deux millions de la Banque Sacazan, pour lui faire obtenir l'adjudication de l'arsenal de Rochefort, qui a servi de base à la constitution de la Société des récupérées Holdenberg qui ont coûté plusieurs millions à l'épargne française »<sup>49</sup>.

Il devint inséparable de François Albert-Buisson, administrateur puis « président d'honneur en 1935 » de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (BNCI), base du « groupe Albert-Buisson-Laval ». Officier de la Légion d'Honneur, sénateur radical du Puy-de-Dôme depuis 1937, « l'un des principaux hommes de confiance de Pierre Laval » – ou l'inverse –, administrait « d'importantes et nombreuses affaires notamment de compagnies d'assurances : 1° L'Aigle (4 compagnies [...]); 2° Compagnie générale de réassurances ; 3° Compagnie générale de réassurances-vie ; 4° Le Soleil (3 compagnies) [... A]dministrateur du Chemin de fer du Nord, fief connu de Rothschild [...] on le trouvait dans plus de trente autres affaires, parmi lesquelles », selon des sources financières de 1933-37, la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, le Crédit national, le Gaz de Paris, Port du Rosario, L'Énergie électrique Rhône et Jura, la Compagnie franco-polonaise des chemins de fer, la Compagnie havraise d'énergie électrique, la Banque d'État du Maroc, la Société parisienne de Banque<sup>50</sup> et Rhône-Poulenc, qu'il présiderait<sup>51</sup>. La « fortune notoirement considérable » de Laval enfla au fil des cadeaux d'Albert-Buisson, qui représenta ses « intérêts [...], en particulier dans les compagnies d'assurance et à la BNCI ».

Cette protection lui bâtit un empire de presse. Dès 1927, Laval, « en accord avec M. [Étienne] Clémentel », acheta une partie du *Moniteur du Puy-de-Dôme et du Centre*, pour le



développer « à la veille des élections législatives », et dirigea « la Société anonyme des Imprimeries Mont-Louis [...] à Clermont-Ferrand », qu'il confia à René Dardenne. En février 1928, il « aurait également acheté *Le Lyon républicain* » pour « contrôler une importante presse de province ». « Un gros paquet d'actions du *Moniteur du Puy-de-Dôme*, provenant de la succession Mont-Louis », étant à vendre en 1929, François Albert-Buisson, alors « président de la Chambre de commerce [...] l'acheta pour le groupe Laval »<sup>52</sup>. À la puissance régionale succéda la maîtrise nationale des outils de modelage de l'opinion publique : « Léon Rénier et [Pierre] Guimier » cédèrent à Laval à l'été 1933 « un certain nombre d'actions de la Société de l'Agence Havas en échange de l'apport fait par l'ancien président du Conseil des droits qu'il avait acquis sur quelques journaux politiques de province ». Albert-Buisson gonfla sa part en mars 1936 en négociant avec Léon Rénier l'achat « pour le compte de M. Pierre Laval [de] toutes les actions disponibles de l'Agence Havas », c'est-à-dire « la plupart de ses titres ». Peu après, Laval « remi[t] en fermage au groupe Dupuy du *Petit Parisien* l'exploitation commerciale d[u...] *Moniteur de Clermont-Ferrand* »<sup>53</sup>. Il avait en 1934 « pris des intérêts dans une imprimerie exploitée indirectement par M. [Amédée] Siaume ». Il en détenait aussi au « Crédit commercial pour la Publicité » (de presse) contrôlé par le *Petit Parisien*, et Henri Coudy, directeur de la publicité du journal et fils de son ancien directeur général, le fit entrer au conseil d'administration<sup>54</sup>. Ses prébendes ministérielles grossirent ses gains. Successeur de Louis Barthou, il octroya « sur les fonds secrets du Quai d'Orsay une importante subvention au quotidien » – le sien – « *Le Moniteur de Clermont-Ferrand* »<sup>55</sup>.

### Patronat et financements politiques et électoraux

Le grand patronat guidait aussi partis, hommes politiques et militaires financés en activité et en retraite. Parmi ces derniers figuraient Gaston Doumergue et Maxime Weygand, qui émargeaient notamment au budget de « la Compagnie du

canal de Suez ». Quand Doumergue fut prié de « sauver la France », sa retraite de « directeur » lui assurait « de l'ordre de 600 000 frs par an ». Le conseil d'administration (CA) du Suez comptait aussi Weygand, « privilège dont aucun [autre] militaire ne fut jamais gratifié », selon Pertinax<sup>56</sup>. Les fiches de la section financière des RG (SF) révèlent l'achat des hommes politiques ou des militaires casés dans les conseils d'administration et dotés de prébendes diverses.

La caricature ne réside pas dans la *présentation des faits*, mais dans ces pratiques *générales* offrant aux corrupteurs la garantie que les détenteurs d'une partie de l'appareil d'État, civil ou militaire, batailleraient contre toute retouche au *statu quo* socio-économique. Qui, dans cet échantillon de 1927, prônerait la « réforme » de la fiscalité des entreprises, leur « étatisation », la baisse des tarifs des services publics, des commissions bancaires ou des prix industriels ? : l'amiral Émile Guépratte, « ancien député, » « le général [Adolphe] Messimy, sénateur, ancien ministre de la Guerre », le vice-amiral Lucien Lacaze, « ancien ministre », le général Raynal et le colonel Montegu, administrateurs de sociétés anonymes (« d'utilisation totale des ordures ménagères », « des Mines normandes de l'Ermitage », du Taxiphone, du journal *L'Actualité financière*) ; le général Auguste Hirschauer, sénateur, président depuis octobre du Crédit du Sud-Est<sup>57</sup> ?

Un instrument électoral essentiel des années 1920, encore très précieux au-delà, fut l'Union des intérêts économiques de Paul-Ernest Billiet, auquel le Comité des Forges et le groupe Wendel, « un des principaux éléments de [s]a force financière [...], fourni[ssaient] des subventions importantes »<sup>58</sup>. Son argent privilégiait les partis de droite, mais pour parer à tout projet écornant les privilèges, contrôler une gauche sage s'imposait, surtout quand la conjoncture cabrait la population contre les prescriptions habituelles. Une chose était « de constituer une caisse de propagande, pour combattre les projets des partis de gauche tendant à la diminution du prix du courant électrique et à la mainmise de l'État sur leurs centres

de production », comme le fit en 1935 Charles-Laurent, en outre pilier du Comité des Forges, pour protéger ses « gros intérêts dans les importantes sociétés d'électricité [...] (Crédit électrique, Union pour l'industrie de l'électricité, Société centrale pour l'industrie électrique, etc.) »<sup>59</sup>. Une autre, aussi vitale, consistait à manœuvrer une gauche qui, avocate officielle de réformes profondes – « mainmise de l'État sur » la propriété privée, fiscalité dure au capital, contrôle des prix, etc. –, y renoncerait : quoi de plus efficace que la défense des intérêts d'une classe privilégiée par des délégués de classes non privilégiées ?

Le cas Édouard Pfeiffer éclaire un cheminement courant de la gauche radicale à la droite ligueuse : « secrétaire général » du parti radical, partisan d'« une entente avec l'Alliance démocratique », il entra à la fin des années 1920 en conflit avec Daladier, qui n'en voulait alors à aucun prix et qui prônait pour les législatives, à Narbonne, la prudence à l'égard de Léon Blum. Démissionnaire en avril 1929 du secrétariat général au parti<sup>60</sup>, il y demeura, au service du « Consortium des Assurances », qui en fit « l'un des principaux distributeurs de ses budgets de publicité ». Journaliste à *La République*, Pfeiffer dissuada ses camarades de s'intéresser à la question du « monopole des assurances » et s'employa à « faire échec au projet socialiste » en ce sens. Sa mission fut menacée quand Daladier – tout en faisant secrètement allégeance à Pierre-Étienne Flandin, leader de l'Alliance démocratique – envisagea, en 1934-1935, son retour au pouvoir sur une base de gauche. Le parti qu'il dirigeait se rallia alors à « un programme hardi de réformes sociales et politiques » menaçant les assurances (« dissolution des Ligues patriotiques, mainmise de l'État sur la Banque de France, les grands établissements de crédit, les compagnies d'assurance, les sociétés du gaz et d'électricité, etc., etc. »)<sup>61</sup>.

Devenu inefficace, Édouard Pfeiffer dut pour conserver la confiance de ses bailleurs de fonds choisir – en juillet 1935 – la sortie : il « recevait, depuis quelque temps déjà, les doléances du Consortium des Assurances qui voyait d'un mauvais œil

la majorité du parti radical se montrer favorable au monopole des assurances, alors que jusqu'ici elle s'y était opposée. Le Consortium [...] avait demandé à M. Pfeiffer d'intervenir auprès de ses amis pour les amener à la raison, mais les efforts de l'ancien secrétaire général ne donnant pas les résultats escomptés, [il] l'avait menacé de lui retirer la distribution de ses budgets de publicité. M. Pfeiffer, qui tirait d'importants revenus personnels des opérations qui lui étaient confiées, s'est attaché à les conserver et, mettant à profit le différend du 14 juillet, il a préféré abandonner ses amis politiques dont l'action au sujet du monopole des Assurances ne saurait désormais le gêner<sup>62</sup>. Démissionnaire, n'ayant « plus de fonctions officielles » au parti radical, mais y ayant gardé forte attache, Pfeiffer « trait[a ensuite] au nom de militants et se content[a] de servir d'intermédiaire entre ceux-ci et le Parti social français » : en mai 1937, « en rapports constants avec MM. [Jean] Ybarnégaray et [Paul] Creyssel, en vue de la réalisation d'une entente électorale », il prépara en vue du 2<sup>e</sup> tour d'une élection partielle « le désistement d'un PSF en faveur d'un radical, ou inversement, afin d'éviter au radical l'appoint de voix communistes »<sup>63</sup>.

Laval tient lieu de modèle des « parlementaires de conseil d'administration » ayant « l'appui des milieux économiques, et notamment du Redressement français, de l'Union des intérêts économiques, des groupes de l'électricité, des Assurances, des Pétroles » qui peuplent ce livre, de Flandin à François Marsal<sup>64</sup>, de Germain-Martin à François Piétri, de Bonnet à Gaston Henry-Haye (ou Henri-Haye), etc. À l'automne 1930, « plusieurs grandes banques régionales grâce à l'intervention et au patronage de MM. Pierre Laval, Clémentel et [Marcel] Bouilloux-Laffont », projetèrent de fonder « un important consortium [...] pour l'exploitation des stations thermales d'Auvergne » : séparé de « la société fermière de Vichy », il assurerait la publicité des stations thermales, financerait la construction hôtelière et exploiterait les casinos régionaux en échappant « au prélèvement de 35 % exigé par le fisc au-dessus du chiffre d'un million ». Début 1933, on commenta

l'intervention de Laval « auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour lui faire acheter les immeubles construits par le Trust immobilier, avenue Victor-Emmanuel III et rue de Rivoli Jean Goujon [...] pour être agréable à son ami Siaume qui était l'animateur du Trust immobilier ». Lorsque Siaume fonda en février ou mars 1934 le « Groupement des Assurances », il y intéressa Laval<sup>65</sup>.

Les fonds classés de 1936 décrivent l'accroissement de son patrimoine de presse, ceux de 1937 celui d'autres éléments de sa fortune, grâce au même Albert-Buisson. On parlait en février « d'un nouveau groupe comprenant notamment MM. Pierre Laval, Piétri et Petsche [...] pour réorganiser financièrement les sociétés Gaumont et Pathé [...] par l'intermédiaire de la Banque nationale du commerce et de l'industrie ». On apprit en septembre que Pierre-Marie Durand, administrateur de la société l'Énergie industrielle, l'avait aidé à acquérir « dans d'excellentes conditions un paquet important d'actions de [...] cette entreprise [...] et des diverses sociétés » qu'elle contrôlait, en paiement de son intervention « au moment opportun au Sénat contre la nationalisation des entreprises d'électricité »<sup>66</sup>. Laval fut souvent ministre « aux côtés de Tardieu et Paul Reynaud, l'idole de la droite et le rédacteur encensé de l'*Écho de Paris* et du *Journal des Débats* »<sup>67</sup>. Son parfum de corruption entrava fin 1930 l'accession « du ministre du Travail de M. Tardieu [...] pas suffisamment indépendant [...] à un poste [ministériel] de premier plan »<sup>68</sup>. L'obstacle serait levé entre 1931 et janvier 1936, puis en juin-juillet 1940.

On pouvait être industriel richissime soi-même et recourir à la manne de ses pairs pour activisme politique. Pierre Taittinger, enrichi par ses mariages (« environ quinze millions [...] apportés en dot par ses deux femmes [successives], filles d'un très riche industriel des environs de Saintes »)<sup>69</sup>, inspira jusqu'au début des années 1930 aux bailleurs de fonds de ses Jeunesses patriotes le même enthousiasme que Doriot en 1936. La grande bourgeoisie catholique avait enfanté le mouvement et le général de Castelnau l'avait laissé « puiser largement

dans les caisses des Associations paroissiales catholiques ». L'industrie du Nord et de l'Est l'adorait, la grande banque lui donnait « beaucoup d'argent », avec « la Banque de Paris et des Pays-Bas » (60 000 francs de « subvention annuelle »), puis, à égalité « le Crédit lyonnais, la Société générale et la Banque nationale de crédit » (10 000). L'Union des Mines loua pour lui en 1927 « le deuxième étage de l'immeuble situé 5 place du Palais-Bourbon », son ancien siège.

La liste de ses souscripteurs « banquiers ou riches industriels » tient du bottin<sup>70</sup>, et il avait reçu dès la fondation de sa ligue « des parrainages précieux, notamment ceux de MM. Maginot, François Marsal et Louis Marin », simultanément présents ailleurs<sup>71</sup>. À l'automne 1930, époque du premier déguisement (raté) de sa ligue (en vue des élections de 1932), il « recueilli[t] pour [son] Parti républicain, national et social 5 millions dont la plus grande partie lui [fut] versée par des industriels du Nord », le comte de Warren, de Wendel, François Coty, etc.<sup>72</sup> Les « modérés » Georges Pernot, Flandin, Wendel (François<sup>73</sup>), les comtes Jean de Leusse, maire, député puis sénateur de Reichshoffen (Bas-Rhin) et Édouard de Warren, député de Meurthe-et-Moselle (Nancy), pourfendeurs de francs-maçons<sup>74</sup>, appartenaient à son comité directeur<sup>75</sup>. À l'automne 1933, Jean Hennessy, qui « envisage[ait] » de les y rejoindre, négociait avec Taittinger les « conditions [de...] son concours financier à la Ligue »<sup>76</sup>. En février 1934 – où le maréchal Lyautey y adhéra –, « des dons assez élevés [...] d'un million environ » lui acquirent « à Orléans, une grande imprimerie où seraient employés une centaine d'ouvriers. [...] En dehors de M. [Henri] de Kerillis qui a[vait] fait parvenir 50 000 francs à M. Taittinger, on cit[ait] parmi les principaux souscripteurs MM. Lebaudy (Raffineries de sucre) [...], des commerçants des Halles et de gros industriels »<sup>77</sup>.

L'Action française conservait les faveurs de l'aristocratie et de la Haute Banque catholique : « la Banque Scalbert », « certains banquiers » de Hollande<sup>78</sup>, la Banque de France, tels ses gouverneurs Émile Moreau (1926-1930) et Jean